

Tendances conjoncturelles

3^e trimestre 2014

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA MARTINIQUE

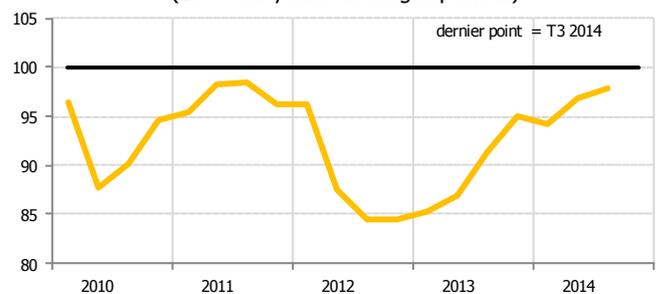
Légère amélioration de l'indicateur du climat des affaires

Au troisième trimestre 2014, l'indicateur du climat des affaires affiche une nouvelle amélioration (+1,1 point) et se rapproche de sa moyenne de longue période (-2,1 points). Cette progression de l'ICA s'explique par les anticipations favorables des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir en termes de prévisions d'investissement et de délais de paiement.

En effet, les intentions d'investissement, bien que situées toujours en deça de leur moyenne de longue période, poursuivent leur redressement depuis le premier trimestre 2013. C'est particulièrement le cas dans les secteurs des industries agro-alimentaires, du commerce et, dans une moindre mesure, du BTP.

Globalement, l'activité demeure orientée à la baisse. Seul le secteur du BTP bénéficie de l'amélioration de son courant d'affaires. La maîtrise de l'inflation semble favoriser la consommation des ménages alors que la demande d'emploi se stabilise à un niveau élevée.

Indicateur du climat des affaires à la Martinique
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Pour le quatrième trimestre, les professionnels restent prudents même si une amélioration de l'activité est attendue notamment au sein des secteurs du BTP, du tourisme et, dans une moindre mesure, du commerce.

DES PERSPECTIVES MITIGÉES POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LA ZONE CARAÏBE

Le FMI a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour **l'Amérique latine et les Caraïbes**. La croissance pour l'année 2014 a été corrigée de plus d'un point de pourcentage et est désormais estimée à 1,3 %. La prévision de croissance pour l'année 2015 a, pour sa part, été amputée de 0,8 point et est estimée à 2,2 %. Ces révisions à la baisse s'expliquent, entre autres, par des résultats d'exportations plus faibles que prévus, sur fond de dégradation des termes de l'échange.

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le taux de chômage dans **l'Amérique latine et les Caraïbes** pourrait diminuer de 0,2 point, passant de 6,2 % en 2013 à 6,0 % en 2014, et ce, en dépit d'une évolution défavorable de la conjoncture. En particulier, cette faible diminution du taux de chômage ne serait pas imputable à la création de nouveaux emplois mais davantage à une baisse du taux d'activité de la population.

À la **Barbade**, la croissance est nulle entre les mois de janvier et de septembre 2014 (+0,0 % après +0,8 % entre janvier et septembre 2013). Le secteur du commerce international se maintient, mais de nouvelles directives fiscales internationales sont sources d'incertitudes. Le secteur touristique affiche des signes de reprise (+0,1 % de valeur ajoutée entre janvier et septembre 2014). Les prévisions de croissance du PIB sont de 2,0 % en 2015 et de 2,3 % en 2016.

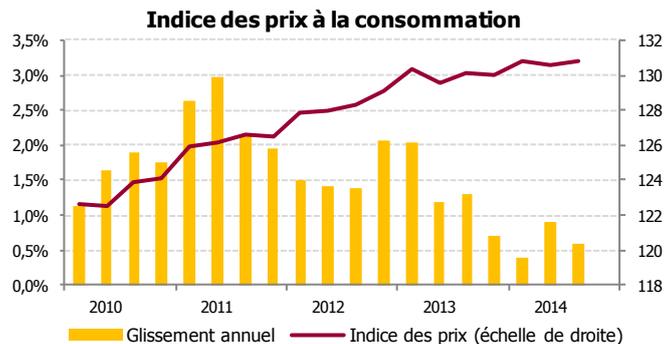
En **République dominicaine**, le PIB poursuit sa hausse et enregistre une croissance de 7,0 % entre les mois de janvier et de septembre 2014. La Banque centrale a décidé de maintenir son taux d'intérêt de politique monétaire à 6,25 % au regard de différents indicateurs macroéconomiques et notamment de l'inflation, considérée trop faible.

Sources : FMI (*Perspectives de l'économie mondiale, rapport d'octobre 2014*), Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Banque centrale de la Barbade, Banque centrale de la République dominicaine.

Faible progression des prix

L'indice des prix à la consommation (IPC) est stable au troisième trimestre (+0,1 %). Cette évolution tient essentiellement à la baisse des prix des services (-0,2 %) et des produits manufacturés (-0,4 %), qui compense la hausse des prix des produits alimentaires (+1,4 %) et de l'énergie (+1,1 %).

Sur un an, l'inflation demeure faible en Martinique (+0,6 %), comme au niveau national (+0,3 %). Les prix des services progressent (+0,9 %), comme ceux de l'alimentation (+0,8 %) et des produits manufacturés (+0,2 %). En revanche, les prix de l'énergie diminuent (-0,8 %).

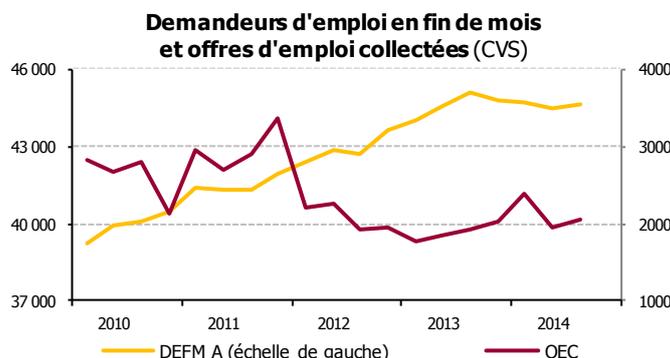


Source : INSEE

Stabilité de la demande d'emploi, mais une situation toujours dégradée

Au troisième trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) se stabilise (+0,4 %, CVS) à un niveau élevé (44 635 à fin septembre, CVS). En revanche, le nombre de bénéficiaires des allocations de Pôle emploi est en repli (-4,5 %), en liaison avec la croissance des radiations administratives des demandeurs d'emploi en fin de mois. Parallèlement, les offres d'emploi enregistrées sont orientées à la hausse (+4,2 %, CVS).

Sur un an, les offres d'emploi sont orientées à la hausse (+5,6 %, CVS). Dans le même temps, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois et le nombre d'allocataires de Pôle emploi sont en repli respectif de 1,0 % et 5,6 %).



Sources : SMTF, Pôle emploi, Dares

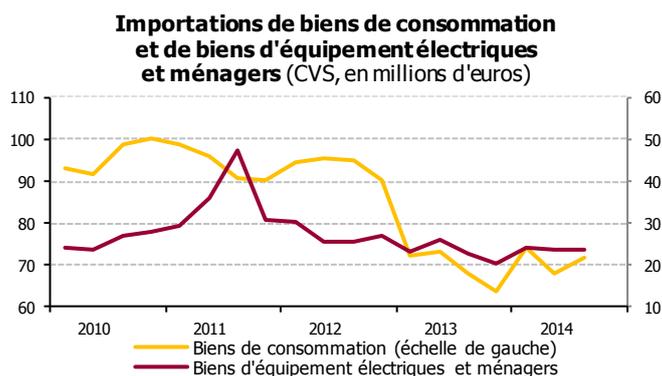
Frémissement de la consommation des ménages

La consommation des ménages s'améliore au troisième trimestre. Les importations de biens de consommation (+5,5 %, CVS) et les immatriculations de véhicules de tourisme (+7,5 %, CVS) progressent.

En revanche, les importations de biens d'équipement électriques et ménagers sont stables (-0,4 %, CVS) et les commerçants font part d'une certaine morosité dans le secteur.

Sur un an, les importations de biens de consommation et de biens d'équipement électriques et ménagers ainsi que les immatriculations de véhicules de tourisme sont en progression respective de 5,7 %, 3,5 % et 9,0 %, CVS.

Les indicateurs de vulnérabilité sont tous orientés à la baisse et tout particulièrement le nombre d'incidents de paiement sur chèque et de personnes physiques en interdiction bancaire (respectivement -2,7 % et -2,1 %).



Source : Douanes

Redressement des prévisions d'investissement à un an des entreprises

Les prévisions d'investissement poursuivent leur redressement initié depuis le début de l'année. Toutefois, elles restent globalement dégradées avec des disparités selon les secteurs d'activités.

Dans l'industrie, le tourisme et les services aux entreprises, les projets d'investissement sont en repli pour les prochains mois. Pour leur part, les secteurs du BTP et du commerce enregistrent un renouvellement de matériel visant à maintenir l'outil de production. Enfin, l'industrie agroalimentaire est dans une logique de développement d'activité.

Pour autant, les importations de biens d'équipement sont en baisse (-6,3 % sur le trimestre et -3,7 % sur un an, CVS), alors que les immatriculations de véhicules utilitaires progressent sur le trimestre (+10,2 %, CVS) mais reculent sur un an (-12,9 %, CVS).

Les indicateurs de vulnérabilité des entreprises s'améliorent sur le trimestre : les impayés sur effets sont en recul sensible en nombre (-10,2 %) et en montant (-38,6 %), et les interdictions bancaires sont en repli (-3,4 %). Ces indicateurs sont également favorablement orientés sur un an.

Amélioration des échanges extérieurs, tirés par les produits pétroliers

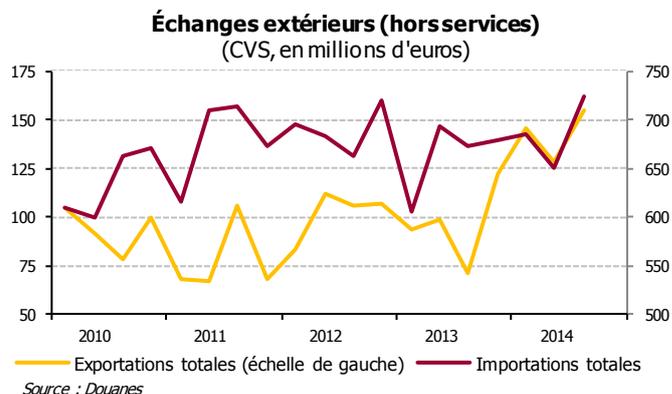
Au troisième trimestre, les importations et les exportations progressent respectivement de 11,2 % et de 20,2 % (CVS). Cette hausse est en lien avec l'évolution des produits pétroliers tant à l'importation (+23,3 %, CVS) qu'à l'exportation (+94,6 %, CVS).

Sur un an, les importations sont en progression de 7,6 % (CVS) alors que les exportations ont plus que doublé, portées par la progression des exportations de produits pétroliers (+51,4 %) et des autres produits industriels (+7,7 %).

Hors produits pétroliers, les importations sont stables sur le trimestre et sur un an (respectivement +0,0 % et +0,4 %, CVS), alors que les exportations progressent (+1,9 % et +14,2 %), en liaison avec l'évolution des autres produits industriels (+7,9 % sur un an).



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM



Source : Douanes

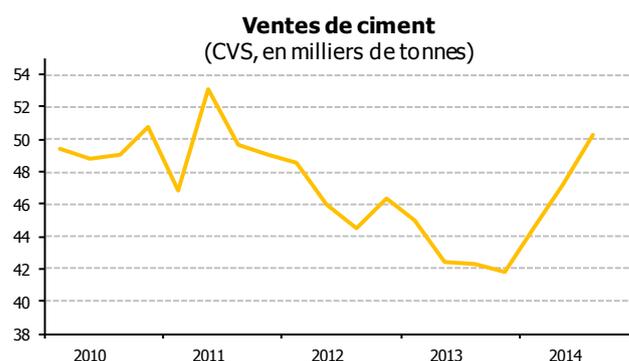
UNE ACTIVITÉ DÉGRADÉE DANS LA PLUPART DES SECTEURS

Les résultats de l'enquête de conjoncture révèlent une dégradation de l'activité au troisième trimestre 2014. Les charges d'exploitation tendent à s'améliorer, mais les délais de paiement et la trésorerie demeurent dégradés. Dans ces conditions, les chefs d'entreprise ajustent les effectifs et les prix à la baisse. A l'exception du secteur du BTP, qui bénéficie d'un courant d'affaires favorable, l'ensemble des secteurs est à la peine.

Dans le **secteur primaire**, les exportations de produits agricoles sont stables en valeur (+0,7 %, CVS). Les exportations de bananes sont en recul sur le trimestre (-7,0 %, CVS), mais en progression sensible sur un an (+22,5 %, CVS). Dans le **secteur agro-alimentaire**, les résultats sont plus mitigés. Les professionnels poursuivent leur effort d'investissement malgré une activité globalement en retrait : les exportations de produits agro-alimentaires se contractent sur le trimestre (-8,8 %). Toutefois, la production de rhum reste dynamique (+11,3 %, CVS).

Dans le **secteur industriel**, les chefs d'entreprise font état d'une moindre dégradation de l'activité. Pour autant, les produits pétroliers mis à la consommation locale sont en recul (-7,5 %, CVS) du fait de la baisse des ventes de fioul, qui concernent principalement les industries martiniquaises. Parallèlement, les charges d'exploitation et les effectifs se dégradent et l'allongement des délais de paiement continue de peser sur la trésorerie.

La situation des entreprises du **BTP** est favorable. Sous l'effet de l'accélération des travaux du TCSP notamment, les ventes de ciment sont en hausse pour le troisième trimestre consécutif (+6,5 %, CVS). De même, les importations de métaux pour la construction enregistrent une hausse sensible (+33,4 %, CVS),



Source : Ciments Antillais

alors que les attestations de conformité électrique des logements neufs sont en baisse (-17,5 %). Les effectifs sont en repli et la trésorerie s'assainit en lien avec la réduction des délais de paiement.

L'**activité commerciale** est dégradée en dépit du frémissement de la consommation des ménages. Le chiffre d'affaires des hypermarchés se stabilise à un haut niveau (-0,4 %, CVS), tout comme les recettes d'octroi de mer (-0,3 %, CVS). L'évolution des charges d'exploitation est, pour sa part, maîtrisée alors que les délais de paiement, plus longs, pèsent sur la trésorerie des commerces.

L'activité du secteur du **tourisme** est en repli. Le trafic de passagers à l'aéroport est en repli sur le trimestre (-2,8 %, CVS) et sur un an (-3,9 %, CVS). Toutefois, les professionnels du secteur enregistrent une réduction de leurs charges d'exploitation et une amélioration de leur trésorerie.

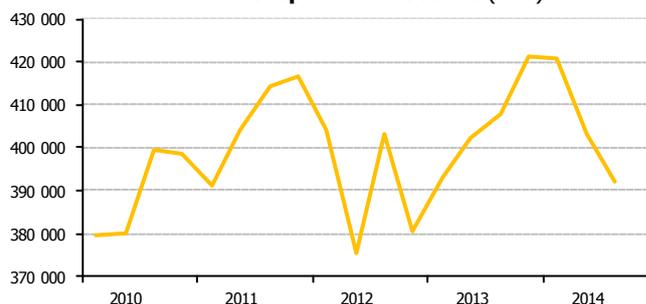
Les dirigeants du secteur des **services aux entreprises** font part d'une forte dégradation de leur activité. Les carnets de commandes sont vides. La baisse des prix ne permet pas d'enrayer la détérioration de la trésorerie déjà pénalisée par la progression des charges d'exploitation et l'allongement des délais de paiement.

Chiffre d'affaires des hypermarchés
(CVS, en millions d'euros)



Source : DIECCTE

Trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire (CVS)



Source : CCIM

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE PLUS LENTE

En dépit d'un tassement en 2014, la reprise - inégale - de l'économie mondiale se poursuit. Le FMI prévoit, dans ses Perspectives de l'économie mondiale, une croissance moyenne de 3,3 % en 2014 et de 3,8 % en 2015, après 3,2 % en 2013. Les conditions financières se sont détendues en 2014. Selon le rapport sur la stabilité financière dans le monde publié début octobre par le FMI, les risques de marché et de liquidité ont augmenté tandis que les primes de risque baissent et les prix des actifs sont moins volatiles. Les valorisations de certains types d'actifs semblent exagérées. D'autre part, les risques géopolitiques à court terme et les risques de stagnation et de faiblesse de la croissance potentielle à moyen terme sont susceptibles de dégrader ces prévisions.

La croissance économique a rebondi à partir du deuxième trimestre 2014 aux États-Unis avec une reprise vigoureuse de l'emploi. Au troisième trimestre, les exportations ont tiré la croissance tandis que les importations se sont repliées en liaison avec le tassement de la consommation des ménages. Le FMI prévoit une croissance du PIB des États-Unis de 2,2 % en 2014, après 2,2 % en 2013.

Dans la zone euro, la croissance est en panne. Le PIB a progressé de 0,2 % au troisième trimestre 2014, soit à peine plus qu'au trimestre précédent (0,1 %). La croissance du PIB de l'Allemagne est de 0,2 % tandis que le PIB de l'Italie se contracte de 0,1 %. L'inflation dans la zone euro reste bien en deçà de l'objectif de 2 %. Le FMI table sur une faible reprise soutenue par une réduction du frein budgétaire et une amélioration des conditions du crédit, à 0,8 % en 2014 et 1,3 % en 2015.

Le PIB de la France a progressé de 0,3 % au troisième trimestre 2014, essentiellement porté par une forte hausse des stocks des entreprises et par la consommation, tout particulièrement celle des administrations publiques (+0,8 %), tandis que le commerce extérieur a eu une contribution négative de 0,2 point. Le FMI table sur une croissance de 0,4 % en 2014 et 1 % en 2015.

L'activité est globalement plus faible que prévu dans les pays émergents, avec une faiblesse persistante de la demande intérieure et une moindre progression de l'investissement. Le FMI pointe le risque d'un recul de la croissance potentielle. Les tensions géopolitiques et conflits internes pèsent sur l'activité des pays concernés.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE